

Sommaire

Fonctionnaires

Les enseignants ont les yeux rivés sur le FPM

Le Mandat - mardi 31 mars 2020

6 ministères fermés et des institutions internationales touchées

Soir Info - mardi 31 mars 2020

Aka Aouélé rassure le personnel soignant

Le Mandat - mardi 31 mars 2020

Société

Mgr Alexis Touabli (Evêque d'Agboville) prévient : « Nous vivons un véritable moment de guerre »

linfodrome.com - lundi 30 mars 2020

Politique

Le gouvernement se prépare au déploiement des infrastructures sur toute l'étendue du territoire national

Fraternité Matin - mardi 31 mars 2020

Une prise de conscience collective s'impose

Le Patriote - mardi 31 mars 2020

L'ouverture de la session ordinaire ajournée

Le Jour Plus - mardi 31 mars 2020

« Nous irons expliquer à nos parents que tu ne fais pas notre affaire »

Le Mandat - mardi 31 mars 2020

Le faux procès contre le RHDP

Le Patriote - mardi 31 mars 2020



Sophia Immobilier / Remboursement des investissements / Annoncé pour être effectif à la fin du mois de Février 2020, le paiement des montants investis par les enseignants membres du Synesci ...

Les enseignants ont les yeux rivés sur le FPM

Sophia immobilier / Après le décaissement de plus de 400 millions FCFA

quelques actifs de Sophia Immobilier pour payer les enseignants souscripteurs.

VINCENT BOTY

Voici la dernière étape avant le paiement



● Ce qui coince ● Les enseignants souscripteurs ont les yeux rivés sur le FPM

Annoncé pour être effectif à la fin du mois de Février 2020, le paiement des montants investis par les enseignants membres du Synesci , dans le cadre de l'opération de vente de terrains nus par « Sophia Immobilier » , en 2008, est en passe d'avoir lieu. Seulement, les procédures sont de véritables freins à la célérité du processus. « Les choses évoluent, toujours, dans le sens des promesses. Sinon, de façon concrète cela n'est pas perceptible dans les faits. On sent la bonne volonté du DG du Fonds de Prévoyance militaire (FPM), mais on a l'impression que le chèque qui devait servir à nous payer n'est pas encore aux mains du FPM. Il semble que ce soit encore au niveau du notaire. Si c'est le cas, il faut que ce dernier s'exécute pour qu'on en finisse avec cette affaire. Les enseignants, à la vérité, sont à bout de souffle », nous a fait part Mimi Dominique Olivier, Président du Comité des Enseignants souscripteurs au Projet Sophia Immobilier (Cespsi). Qui ajoute que les enseignants souscripteurs ont quasiment, fini de se faire enregistrer et n'attendent plus que de passer à la caisse. Il est bon de noter que ce sont plus de 400 millions Fcfa qui ont été dégagés par le FPM, des suites de la vente de



CRISE LIÉE AU CORONAVIRUS / PLATEAU / Agents de l'État, fonctionnaires nationaux et internationaux confinés

6 ministères fermés et des institutions internationales touchées

Coronavirus en Côte d'Ivoire

Six ministères fermés, des institutions internationales touchées

■ Agents de l'État, fonctionnaires nationaux et internationaux confinés

Pour raison de confirmation positive au coronavirus d'une personne de sexe masculin travaillant au 9e étage de l'immeuble Sciam (Société civile immobilière de l'avenue Marchand ; Ndlr), gratte-ciel situé au 63 avenue Marchand, dans la commune du Plateau, les personnels de six ministères logés dans ledit immeuble n'ont pas travaillé le lundi 30 et seront absent ce mardi 31 mars 2020. Leurs bureaux seront fermés pendant ces deux jours, pour une désinfection totale. Il s'agit des centaines d'agents de l'État et fonctionnaires du ministère de la Communication et des Médias, du ministère de l'Économie et des Finances, du ministère auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, du ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, du ministère des Transports, et du ministère du Plan et du Développement. À ces travailleurs de ces ministères, il faut ajouter des agents de la Banque nationale d'investissement (Bni), de l'Agence de Promotion de l'inclusion financière de Côte d'Ivoire (Apif-CI), des services du Trésor public, de la Dette publique, de la Direction générale de l'Économie (Dge) et les fonctionnaires internationaux du Fonds monétaire international (Fmi), notamment le représentant résident, du Bureau régional de l'Alliance pour l'Inclusion financière (Afi) ayant leurs bureaux à l'immeuble Sciam. «Il nous a été demandé, depuis le vendredi (ndlr : 27 mars 2020), de ne pas venir au bureau les lundi et mardi. Donc, je suis confiné et j'attends la reprise, le mercredi prochain», nous a confié l'un de ces travailleurs sinistrés. L'information est confirmée par d'autres agents de structures ayant des locaux dans le bâtiment Sciam, que nous avons joints par téléphone. «Nous avons appris que ces 48 heures vont servir pour une désinfection totale de l'immeuble, des ascenseurs, des sous-sols. Le fait est que le malade était au neuvième, mais vu qu'on a utilisé les mêmes ascenseurs, on a tous été exposés d'une manière ou d'une autre. Et, c'est effrayant!», a fait observer un travailleur. «Nous avons déposé nos clés, ce lundi matin. C'est tout le bâtiment, tous les étages, les toilettes de tous les paliers, les différents services ainsi que toutes les entrées du bâtiment qui seront désinfectés », a expliqué un salarié d'un ministère. Il

faut savoir que ce type d'opération de désinfection n'est pas la première du genre dans la commune des affaires d'Abidjan. En effet, le mercredi 25 mars 2020, du fait de la contamination au Covid-19 d'une salariée de l'agence bancaire Joseph Anoma de la Bni, le personnel de l'agence a été prié de rester chez lui, le temps d'assainir les lieux. Pour rappel, à l'instar de la plu-part des pays du monde entier, la Côte d'Ivoire est confrontée à une flambée actuelle de la maladie à coronavirus (covid-19). Au dimanche 29 mars 2020, le pays enregistrait 165 personnes infectées, dont 4 guéries et un décès.

HERMANCE K-N



Santé / Grève annoncée / Conscientes que le personnel soignant est en première ligne de la lutte contre le coronavirus, certaines entreprises de la place et même des bonnes volontés ont multiplié les dons et les initiatives de solidarité.

Aka Aouélé rassure le personnel soignant



Le Ministre Aka Aouélé rassure la population que le personnel soignant n'est pas laissé pour compte

poursuivi le ministère de la Santé. Ajoutant que, dans le but de favoriser un climat apaisé dans le secteur, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a inscrit dans son agenda, une rencontre le lundi 30 mars 2020 avec la plateforme des syndicats de la Santé, pour échanger, et trouver un point d'accord, en vue de fédérer les différentes énergies contre l'ennemi commun: Le COVID-19. Il faut noter qu'à la date du dimanche 29 mars, la Côte d'Ivoire enregistrait officiellement 25 nouveaux cas de maladie à coronavirus portant ainsi à 165 le nombre de cas confirmés dont quatre (04) guéris et malheureusement un (1) décès. C'est pourquoi le ministère de la Santé invite la population aux respects scrupuleux des mesures barrières.

G. DE GNAMIEN

Conscientes que le personnel soignant est en première ligne de la lutte contre le coronavirus, certaines entreprises de la place et même des bonnes volontés ont multiplié les dons et les initiatives de solidarité. C'est dans cette dynamique qu'un groupe de syndicalistes du secteur de la Santé a appelé, dimanche dernier, sur les réseaux sociaux, à observer un arrêt de travail de 72 heures pour réclamer des primes de risque, un renforcement du matériel et des équipements pour le personnel médical. Il n'en fallait pas plus pour que le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé, qui est sur le front de la lutte depuis les premiers cas confirmés en Côte d'Ivoire se saisisse du dossier en ouvrant la fenêtre du dialogue. En effet, avant d'annoncer une rencontre avec le personnel médical dans la soirée d'hier, celui-ci a pondu un communiqué. « Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique tient à rassurer la population ivoirienne que plusieurs mesures ont été prises, pour permettre aux agents de santé de travailler, dans cette situation de crise, dans de bonnes conditions. Ainsi, du matériel technique et des équipements ont été acquis par le gouvernement et seront mis à la disposition du personnel de santé dans les jours à venir », indique le communiqué avant de lever un coin du voile sur les points de revendication. « Concernant la question du risque des agents, le Ministère a prévu des primes de risque et d'encouragement pour cette période de crise. Ces décisions ont été portées à la connaissance des principaux syndicats (COORDISANTE, Mouvement des agents pour un système de santé performant...) », a

Une délégation conduite par la ministre Raymonde Goudou Coffie était, le jeudi 16 mars 2020, à Yamoussoukro, où elle a fait un important don de vivres et non vivres à la communauté catholique de la part du chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly.

Mgr Alexis Touabli (Evêque d'Agboville) prévient : « Nous vivons un véritable moment de guerre »



Une délégation conduite par la ministre Raymonde Goudou Coffie était, le jeudi 16 mars 2020, à Yamoussoukro, où elle a fait un important don de vivres et non vivres à la communauté catholique de la part du chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly.

Il s'agissait, pour le Premier ministre, d'accompagner les chrétiens dans le temps de carême. Prenant la parole à cette occasion, Monseigneur (Mgr) Alexis Touabli, évêque d'Agboville, par ailleurs administrateur apostolique du diocèse de Yamoussoukro, a exprimé sa gratitude au Premier ministre, pour son initiative. Non sans saluer le chef de l'État et le gouvernement, pour la gestion de la situation liée à la pandémie du Covid-19. « Nous remercions et félicitons le président de la République pour les mesures qu'il a préconisées pour notre bien-être à tous. Ce sont des mesures claires, précises et responsables », a déclaré Mgr Alexis Touabli. Tout en s'engageant formellement à tout mettre en œuvre, afin que ces consignes soient respectées. « Nous saisissons cette occasion pour rappeler aux chrétiens catholiques, que nous avons l'obligation morale de respecter ces mesures. Il s'agit de préserver la vie et la vie est sacrée. Comme je l'ai déjà dit, un bon chrétien doit être d'abord un bon citoyen. Celui qui n'est pas capable d'être un bon citoyen pour son pays, ne peut pas prétendre être un bon chrétien. Car,

avant d'être membre de la cité céleste, nous sommes d'abord membres de la cité terrestre », a expliqué le serviteur de Dieu.

« J'encourage les fidèles à respecter scrupuleusement, rigoureusement et entièrement toutes les mesures qui ont été édictées pour notre bien. Ça peut paraître difficile, mais ce sont des choses simples. Faisons l'effort, parce que nous ne sommes plus dans un moment ordinaire. Nous vivons un véritable moment de guerre. Le Covid-19 a déclaré la guerre contre l'humanité. Donc, on ne peut pas faire comme s'il n'y avait rien. Il y a bien quelque chose. Il faut se comporter en conséquence. Tous, faisons appel à notre esprit de citoyen et respectons toutes les mesures qui ont été prises pour notre bien », a martelé Alexis Touabli. Qui s'est voulu rassurant quant à l'issue de cette lutte contre le coronavirus : « Nous vivons des temps de morosité, avec cette guerre contre l'humanité. Toutefois, nous avons la certitude que Dieu ne permettra pas que ce virus détruise ce monde qu'il a lui-même créé. Nous prions pour les chercheurs, afin qu'ils trouvent rapidement ce qu'il faut pour combattre cet ennemi, pour que notre humanité soit sauvée et que rapidement cela fasse partie du passé ».

Mgr Touabli s'est engagé à faire bon usage du don réceptionné, qui est composé, entre autres, de riz, de l'huile, de pâtes alimentaires, de sel, de sucre ainsi que de lait, de chocolat et de nescafé. Sans oublier le don de la ministre Raymonde Goudou Coffie, constitué de cache-nez, de gels hydrologiques et de paires de gants.



Lutte contre le coronavirus / Le ministre du Tourisme et des Loisirs a fait le point de la situation quotidienne de la pandémie, hier au cours d'une conférence de presse au Plateau..

Le gouvernement se prépare au déploiement des infrastructures sur toute l'étendue du territoire national



Siandou Fofana a dévoilé le programme de prise en charge des malades par le gouvernement. (PHOTO:DR)

Le ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, a présenté le dispositif de riposte élaboré par le comité institué pour faire face au coronavirus en Côte d'Ivoire. C'était lors du point de la situation au quotidien sur la pandémie au ministère de la Sécurité et de la Protection civile, au Plateau. Il a rappelé que dans ce cadre, une réunion a eu lieu le dimanche au bureau du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. De cette concertation, a-t-il indiqué, il a été convenu de prendre des dispositions visant à arrêter des sites de prélèvements et des mesures logistiques pour rendre ces sites opérationnels. Mais aussi de prévoir des sites de confinement pour assurer de meilleures conditions d'accueil et de prise en charge des éventuels patients. Ainsi le Parc des Sport de Treichville, le

Vitib, par exemple, ont été réquisitionnés à cet effet. Par ailleurs, le comité s'est voulu aussi prévoyant, en anticipant une éventuelle augmentation drastique des cas de contamination d'ici au 15 avril. Toute chose qui, a-t-il fait observer, mettrait à rude épreuve notre capacité d'accueil. Aussi est-il prévu, dans les prochains jours, le déploiement des infrastructures sur toute l'étendue du territoire national. Avec une priorité accordée à la zone d'Abidjan, qui constitue le foyer de la pandémie sur le territoire ivoirien. Dans ce cadre, des établissements ont été retenus, tels que le Parc des Sports de Treichville, le stade Jesse Jackson de Yopougon, le stade Champroux et bien d'autres sites. Cependant, selon le ministre Siandou Fofana, il convient de noter une différenciation sur trois niveaux de logistiques qui seront déployés.

La logistique pour les prélèvements. Le comité entend rendre opérationnels des sites sur tout le territoire d'Abidjan dans les prochains jours. Ce, en vue de rapprocher ces sites des utilisateurs et à garantir le respect de la confidentialité des utilisateurs. La liste de ces sites sera rendue publique dans les meilleurs délais. «Il s'agira d'installer des chapiteaux et cloisonner les médecins et les différents acteurs de prélèvements dans des box de sorte à préserver la confidentialité des personnes reçues. Il va aussi falloir veiller à installer suffisamment de box pour désengorger les files d'attente». Il a assuré que l'État s'est conséquemment doté des outils et matériels nécessaires pour réussir ce projet de prélèvements de masse.

Les sites de confinement. Sur cette question, le ministre Siandou Fofana a tenu à réitérer l'engagement du gouvernement ivoirien à offrir le cadre le plus adéquat possible aux personnes confinées. «Nous travaillons à leur offrir un cadre optimal de salubrité et de cadre de vie, lors de leur prise en charge médicale pendant les deux semaines de confinement», a-t-il expliqué. Par ailleurs, il a indiqué que site de l'Injs à Marcory a fait l'objet d'un toilettage ainsi que l'amélioration des conditions d'accueil par l'installation de nombreuses commodités. Aussi les sites retenus bénéficieront-ils de services traiteurs pour garantir l'hygiène de vie et la confection des repas dans des conditions sanitaires optimales.

Adapter la capacité d'accueil Pour les malades confirmés, un plan d'accroissement de la capacité d'accueil, si besoin se présente, est prévu. Les personnes déclarées positives au Covid-19 et ne présentant une situation dégradante de leur état de santé, seront accueillis dans des infrastructures réquisitionnées à cet effet. «Ce, de sorte à libérer les lits d'hôpital au profit des cas les plus graves et leur apporter toute l'attention médicale que nécessite leur état de santé», a-t-il indiqué.

Laisser les gants au personnel de santé «Dépister, isoler, traiter», c'est ainsi que Mamadou Samba, directeur général de la santé, a dans son intervention résumé la stratégie de la Côte d'Ivoire dans la gestion de la pandémie du covid-19. Il a lancé un appel à l'abandon de l'utilisation des gants par la population. «Le port de gant ne fait pas partie des mesures de prévention indiquées pour le covid-19». Il demande que ces outils de travail soient laissés au personnel de santé qui en a plus grand besoin en ces temps de crise sanitaire. «Laver les mains est suffisant et largement plus efficace que le port de gants», a-t-il insisté. Les demandes de sorties d'Abidjan désormais reçues à l'École nationale de police Dès aujourd'hui 31 mars, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile ne prêtera plus ses locaux à l'opération de traitement des demandes de sortie d'Abidjan. Les demandeurs devront se rendre à l'École nationale de police, à Cocody. C'est ce qu'a annoncé le commissaire Charlemagne Bleu, porte-parole de la Police nationale. A l'en croire, sur plus de 300 demandes enregistrées ce 30 mars, 80% ont pour motif des opérations funéraires. Aussi, a-t-il rappelé la situation de crise que nous traversons et le dépassement de tous pour respecter la décision de l'isolement du Grand Abidjan. Il a par ailleurs livré des données statistiques relatives à la période de couvre-feu observée depuis le 24 mars. A l'en croire, ce sont au total 421 personnes qui ont été interpellées pour violation de couvre-feu, 76 engins pris en violation de couvre-feu, 10 malades assistés pour urgence sanitaire au plan national, et un corps enlevé suite à une mort naturelle.

DRAMOUS YÉTI

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS / PROGRESSION EXPONENTIONNELE DES CAS D'INFECTION, PREMIER CAS DE DECES

Une prise de conscience collective s'impose



Il est temps pour les populations vivant en Côte d'Ivoire de prendre conscience que le Covid-19 est un virus dangereux et mortel. (Ph. DR)

La Côte d'Ivoire, à l'instar de la quasi-totalité du globe est désormais, frappée par la pandémie de COVID-19. Le nombre de contaminations a dépassé, lundi 30 mars, le cap des 724.000 cas confirmés. Plus de 34.000 personnes sont décédées, dans 177 pays et territoires. Jusque-là épargnée, la Côte d'Ivoire a intégré le très sinistre lot des nations ayant enregistré un décès dû au coronavirus. «La Côte d'Ivoire enregistre désormais un décès lié au COVID19», a dit le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Aka Aouélé, dans le point de la situation de la maladie à coronavirus du 29 mars 2020. Ce même jour, 25 nouveaux cas d'infection à COVID-19 ont été enregistrés, portant à 165, le nombre total de cas confirmés, dont 4 guéris. Un nombre qui progresse de façon exponentielle chaque jour et qui risque de provoquer d'autres cas de décès, comme l'a alerté le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. Dans un document de 16 pages intitulé «Plan de riposte contre les infections respiratoires aiguës à coronavirus-COVID-19 Côte d'Ivoire», le gouvernement ne s'est pas débiné. Après analyse de trois hypothèses, et compte tenu du caractère spécifique du COVID-19, l'hypothèse d'une incidence cumulée attendue de 30 cas pour 100 000 habitants a été retenue. Ainsi, le pic épidémique pourrait être estimé à 8000 cas dont 1600 cas graves (20%) et 6400 formes légères (80%) en début du mois d'avril 2020. Cette hypothèse est basée sur la condition sous-jacente du respect strict des mesures prises par le Gouvernement. Malheureusement, la mesure de l'autoconfinement des voyageurs ivoiriens ou non-ivoiriens résidents permanents en provenance des pays ayant plus de 100 cas, évalués à 1213 au 20 mars 2020, et considérés

comme des cas suspects ayant échoué, le virus s'est fortement propagé au sein de la population. **La menace est réelle** Le coronavirus est bien installé en Côte d'Ivoire. Ce qui était jusque-là la seule satisfaction ivoirienne s'est évaporé avec le premier cas de décès enregistré. La dangerosité du virus est démontrée, chaque jour, chaque heure, chaque minute et chaque seconde avec son lot de nouvelles contaminations et même de morts. Depuis le premier cas déclaré en Côte d'Ivoire, le 11 mars, le pays a franchi la barre de 100 malades. En seulement 18 jours (29 mars, ndlr), ce sont 165 cas d'infection confirmés. Et il n'est pas exclu que le chiffre de 200 soit atteint et même dépassé ce weekend. Tellement la contamination est rapide. «Le nombre de cas confirmés risque d'augmenter de manière significative dans les prochains jours à venir avec son lot de cas modérés, graves avec des complications respiratoires et de décès», a averti Dr Aka Aouélé. Toute chose qui montre que le virus est bien présent avec nous, se déplace avec nous, vit avec nous. Mais au-delà des chiffres, de la peur qu'ils sont censés créer, l'opinion doit plutôt s'armer, se préparer, à faire face à la pandémie. Les quatre cas de guérisons doivent nous fortifier et nous faire prendre conscience qu'avec beaucoup de responsabilité, une prise de conscience collective, le pays peut combattre efficacement le virus. Le pic de 8000 cas annoncés dans le «Plan de riposte du gouvernement» peut être en-deçà à la date indiquée si les mesures prises sont arrêtées. Ne serait-ce qu'à 80%.

Les actes rassurants de l'Etat

Dans son plan de combat contre la pandémie, l'Etat ivoirien a donné un sens à l'adage qui voudrait que «Gouverner, c'est prévoir». Sans attendre, le gouvernement a tenté d'anticiper sur les conséquences de cette crise sanitaire. «Quinze sites identifiés sur l'étendue du territoire national à savoir Abidjan, Abengourou, Bouaké, Korhogo, Man, Yamoussoukro, Daloa, Bouna, Odienné pour la prise en charge des malades atteints de COVID-19. Ces sites seront aménagés à l'aide de matériaux préfabriqués pour une capacité totale de 500 lits pour une prise en charge graduelle des 1575 cas graves estimés», a rassuré le gouvernement dans son document. Le 29 mars, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, a indiqué que l'offre de prise en charge des cas a été renforcée, avec l'acquisition de 300 nouveaux lits dans les établissements sanitaires d'Abidjan. « En plus du service des maladies infectieuses et tropicales du CHU de Yopougon, des centres de soins ont été aménagés à l'Hôpital Militaire d'Abidjan

(HMA), à l'Hôpital général d'Anyama, au SAMU (CHU de Cocody) et au CHU de Yopougon avec préfabriqués prêts d'ici le 5 avril», a-t-il précisé. En cas d'explosion comme cela est indiqué dans le document-cadre piloté par la Primature, des enceintes sportives (Parc des sports de Treichville, Complexe sportif Jesse Jackson de Yopougon) seront réquisitionnés pour accueillir des malades. Seul laboratoire de référence jusque-là pour les tests, l'Institut Pasteur d'Abidjan, la Côte d'Ivoire vient d'accroître sa capacité à dépister avec les laboratoires des CHU de Treichville et de Bouaké et le laboratoire national de santé publique. Des actes qui pourront apporter la riposte attendue qu'avec l'apport de tous, des actions conjuguées.

En pensant au serment d'Hippocrate

Le constat est là ! Implacable ! Des praticiens en colère face au manque de moyens de protection. Le samedi 29 mars, la plateforme des syndicats de la santé et les syndicats associés a dénoncé, un manque criant de matériels et d'équipements pour apporter une riposte contre le COVID-19. «Nous avons constaté un manque criant de matériels élémentaires depuis les ESPC au niveau 3 de notre système sanitaire dans la plupart de nos structures depuis le début de cette crise, l'absence de cartographie des sites de quarantaine et des structures sanitaires disposant de respirateurs, une insécurité du système sanitaire et un circuit du patient non défini», a révélé son porte-parole, Dr Didier Séka. Non sans manquer de dénoncer l'absence d'un cadre de motivation des agents de santé engagés dans cette lutte contre la pandémie. Les agents de la santé n'ont pas manqué de brandir le torchon rouge d'une grève de 72 heures au cas où les consommables (masques fpp2, gants en quantité suffisante, aniosgel, alcool, javel, système de lavage de mains, etc.) et des équipements de protection individuel EPI (combinaison avec charlotte, surchaussure, surblouse masque facial, thermomètre électronique à infrarouge dans tous les hôpitaux) ne sont pas disponibles. Une inquiétude et des revendications légitimes quand on connaît les dégâts faits par le coronavirus sur le personnel soignant dans certains pays. Avec un système sanitaire non adapté, un personnel insuffisant, du matériel absent, un débrayage viendra en rajouter aux malheurs du pays. Dans une situation de guerre comme c'est le cas aujourd'hui, l'Etat n'oublie pas tous ceux qui sont exposés aux risques. Les agents de santé sont en mesure d'en espérer. Et le gouvernement en est conscient. Mais en attendant, les questions financières et matérielles, il faut sauver le pays. La nation est en péril. Et ça, le serment d'Hippocrate l'impose.

Responsabilité collective

Tous, sans exclusion, avons un rôle à jouer face à cette pandémie. Le respect des gestes barrières (se laver régulièrement les mains, tousser ou éternuer dans le creux du coude, utiliser un mouchoir à usage unique, se saluer sans se serrer la main,...) et des mesures édictées par le gouvernement constituent les premiers freins à la propagation du virus. Si par négligence, l'on a contribué à laisser filer le virus, il n'est jamais tard de rattraper l'erreur. L'isolement du grand Abidjan en vigueur depuis le 29 mars à minuit dont le but est de cantonner la pandémie dans cette partie du pays est salubre. Même si le flux des populations vers l'intérieur du pays, avant la mise en application, reste toujours une source d'inquiétude. Face donc à un ennemi invisible comme le coronavirus, un changement de comportement et le respect des règles édictées s'imposent impérieusement. Mais à côté de ces

mesures, le gouvernement doit appliquer son plan de riposte pour prémunir le personnel de santé et la population contre la pandémie. Dans ledit document, il est prévu «l'acquisition de stocks d'équipements de protection individuelle, de masques et gants pour les intervenants de la chaîne et les patients, acquisition de solutions hydro-alcooliques, de produits d'hygiène, prendre des mesures pour éviter la flambée des prix des équipements et produits dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19, renforcer de l'éducation sanitaire et de la communication visant les groupes à risque élevé (personnes âgées, comorbidités),...». Les gouvernants doivent à mettre disposition tout le dispositif nécessaire pour permettre à chaque entité de jouer pleinement son rôle dans cette situation. C'est en cela qu'il convient de saluer la distribution des équipements débutés, lundi, dans plusieurs centres de santé.

Le danger de l'automédication

Les idées préconçues poussent plusieurs populations à s'adonner à l'automédication. Dès l'apparition des premiers signes de la maladie, il n'est pas rare de voir des personnes se procurer des plaquettes de paracétamol, de la chloroquine ou autres paludéens dans les officines. Juste parce que certains n'hésitent pas à comparer le COVID-19 au paludisme. Les adeptes de la médecine traditionnelle ont identifié leur traitement. Partout dans le pays, le margousier (neem) est la cible. Une situation qui, à terme, risque de créer un problème environnemental auquel il faudra faire face. Alors que tout est simple dans la situation actuelle. Il est recommandé de porter un masque chirurgical en cas de maladie, de rester chez soi et d'appeler les unités d'intervention rapide du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. «C'est le lieu de rappeler et d'insister que dès l'apparition des premiers signes de ne pas céder à l'automédication, notamment par la prise de la chloroquine ou de l'hydroxychloroquine; cela est très dangereux pour votre santé», a mis en garde Dr Aka Aouélé. A cet effet, des numéros d'urgence ont été mis à la disposition des populations. Le salut de la Côte d'Ivoire viendra du comportement face à la pandémie. Le taux de contamination peut baisser ou augmenter. Mais cela dépendra de l'attitude adoptée.

OUATTARA GAOUSSOU

Assemblée nationale / La session ordinaire de l'Assemblée nationale au titre de l'année 2020 n'aura pas lieu demain mercredi 1er avril 2020 comme prévu par la Constitution.

L'ouverture de la session ordinaire ajournée



reportée à une date qui sera fixée en fonction de l'évolution de la crise sanitaire liée au coronavirus. Conformément à l'article 10 du règlement de l'Assemblée le bureau se réunira régulièrement, sous la présidence du président de l'Assemblée nationale, pour évaluer et apprécier la situation, en étroite relation avec les services sanitaires du pays. Que Dieu protège et bénisse notre pays. Je vous remercie.

Fait à Abidjan, le 30 mars 2020

La Porte-parole Mme Merheb Carmen épouse Doumbia

La session ordinaire de l'Assemblée nationale au titre de l'année 2020 n'aura pas lieu demain mercredi 1er avril 2020 comme prévu par la Constitution. Le Coronavirus, cette pandémie, qui secoue le monde a eu raison du calendrier des députés. Ci-dessous la déclaration du porte-parole.

Monsieur Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale, informe mesdames et messieurs les députés et toute la communauté nationale que conformément aux dispositions de l'article 94 alinéa 2 de la Constitution et de l'article 3 alinéa 6 du Règlement de l'Assemblée nationale, « la session ordinaire de l'Assemblée nationale commence le premier jour ouvrable du mois d'avril... », en l'occurrence ce mercredi 1er avril 2020. Cette rentrée est généralement marquée par une cérémonie solennelle à laquelle monsieur le président de l'Assemblée nationale convie le président de la République, le vice-président de la République, le Premier ministre, les présidents d'institutions, les membres du gouvernement et l'ensemble des corps constitués. Au cours de cette cérémonie, le président de l'Assemblée nationale délivre un message dans lequel il fait un bilan des sessions ordinaires et extraordinaires écoulées, donne son appréciation sur l'actualité politique et sociale, et définit les perspectives pour l'année législative à venir. Cette année, en raison de l'actualité sanitaire, marquée par la crise de la maladie à coronavirus (Covid19) et pour observer strictement les mesures de sauvegarde prises par le président de la République, la cérémonie solennelle marquant l'ouverture de la session ordinaire 2020 de l'Assemblée nationale est



Tonkpi, présidentielle 2020, Gon /Le Maire Remi dion (Rhdp) crache ses vérités à Mabri / C'est Gon qui pourra sortir le Tonkpi de sa léthargie

« Nous irons expliquer à nos parents que tu ne fais pas notre affaire »

Le maire RHDP de Sangouiné crache ses vérités à Mabri :

« Nous irons expliquer à nos parents que tu ne fais pas notre affaire »



Le maire de Sangouiné, Remi Dion, est monté créneau pour décrier les agissements du ministre Mabri Toikeusse, au niveau du Tonkpi et au niveau du Rhdp.

L'attitude du ministre Mabri Toikeusse depuis le Conseil Politique convainc, plus d'un, qu'il aspire briguer la magistrature suprême de la Côte d'Ivoire. Chose qui donne raison au Maire de Sangouiné, Remi Dion qui l'avait perçu un peu plus tôt. En effet, le premier magistrat de la Commune de Sangouiné, par ailleurs président du mouvement Rhdp Tonkpi Rural l'avait vite compris. Lui qui a toujours décrié la politique, dite ambiguë, du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il est monté au créneau pour le dénoncer et cracher ses vérités. « Cette fois-ci, nous appelons les militants Rhdp, à avoir le cœur net, et à plébisciter, ensuite, en octobre 2020,

Amadou Gon, candidat des houphouetistes à la future présidentielle. Mabri rêve d'être président de la Côte d'Ivoire, alors qu'il ne fait pas l'affaire du Tonkpi. Remarquez, depuis près de vingt ans qu'il est ministre, rien n'a évolué dans le Tonkpi, en termes de développement. Même la route de son village (Zouan-Hounien), il n'arrive pas à la reprofiler. En plus il est en perte de vitesse, ici, dans le Tonkpi », a-t-il révélé. Pis, Remi Dion va jusqu'à mettre à nu certains agissements, jugés inacceptables, du vice-président du Rhdp. « Quand il a un poste ministériel, c'est pour sa famille et quelques-uns de ses proches. Regardez par exemple, l'enseignement supérieur qu'il occupe. Au lieu de faire en sorte que notre université, qui n'est pas encore achevée, ait toutes ses commodités, il est là en train de transformer tous les magasins de Man et environ, en écoles supérieures. Des infrastructures inadaptées, appartenant à ses gardes du corps et autres proches. Les cars qu'il avait promis pour l'Université de Man, en provenance de la Turquie, d'après lui, sont rentrés dans les oubliettes ». Le maire de Sangouiné enfonce même le président du Conseil régional du Tonkpi. « Quand on voit Mabri, qu'on croit vice-président du Rhdp, en train de combattre les mouvements affiliés à ce parti, que peut-on penser ? Le RHDP du Tonkpi rural", né il y a à peine 3 mois, n'a jamais eu l'assentiment du ministre Toikeusse Mabri, par ailleurs président du conseil régional. Lequel envoie certains de ses partisans mettre des peaux de banane sur le chemin de ce mouvement, afin de boycotter ses actions. L'annonce anticipée du choix d'Amadou Gon, par le mouvement, comme candidat du RHDP, à la présidentielle 2020, n'a pas été du goût de celui qui se dit leader du Tonkpi », à en croire Remi Dion. Pour lui, c'est, finalement, lors du Conseil Politique du RHDP que Mabri a montré son vrai visage, en s'imposant ouvertement au choix du président du RHDP, le président Alassane Ouattara. « Nous, ici dans le Tonkpi, cadres et élus, iront dans toutes les localités, villages et hameaux pour dire que Mabri ne fait pas notre affaire. Notre Candidat, c'est Gon Coulibaly. C'est lui qui pourra sortir le Tonkpi de sa léthargie. C'est lui que les populations du Tonkpi vont plébisciter au soir du 31 octobre 2020 », a annoncé le maire de Sangouiné. Avant de déshabiller Mabri Toikeusse, Rémi Dion, s'est appesanti sur la situation de crise sanitaire qui secoue le pays et dans le monde. D'où son implication auprès des cadres, dans les dons en kits et dispositions de lutte contre le COVID-19 pour la région. Sans oublier qu'il a déjà posé de nombreuses actions dans sa commune. Notamment, l'équipement de la mairie, de l'hôpital, de la sous-préfecture et autres endroits en dispositifs sanitaires.



A cela s'ajoute la sensibilisation sur la radio communale.

FRANCIS AQUEY

Le RHDP, comme à son habitude en cas de malheur, ne laisse pas les Ivoiriens livrés à leur propre sort face à la pandémie du COVID-19.

Le faux procès contre le RHDP

Le RHDP, comme à son habitude en cas de malheur, ne laisse pas les Ivoiriens livrés à leur propre sort face à la pandémie du COVID-19. Ses responsables sont sur le terrain pour faire des dons à l'effet de permettre aux populations d'éviter de chopper le virus. Contrairement à ce qu'a écrit le Nouveau Réveil dans son édition d'hier, cela ne foule pas aux pieds les prescriptions du gouvernement. Bien au contraire, ces gestes participent de l'élan de solidarité qui doit prévaloir quand le peuple est frappé par un malheur. C'est d'ailleurs l'essence d'un parti politique : porter assistances aux populations en détresse. Les dons que font les cadres du RHDP doivent être salués par le Nouveau Réveil. Qui doit comprendre que c'est en pareille circonstance que les populations veulent sentir la présence de leur leader. Il revient à chaque parti de s'organiser pour accompagner ses militants. C'est ce que fait le RHDP. Et dont l'exemple devrait inspirer les autres formations politiques, y compris le PDCI. Car un parti politique, ça ne sert pas seulement qu'à inviter les populations à voter pour soi. C'est d'abord le bien-être des populations. Le RHDP l'a bien compris. Les dons qu'il fait vont au-delà de ses militants. Ils touchent toute la population. A Abobo, les nombreux kits sanitaires offerts par le maire Hamed Bakayoko sont destinés à tous les Abololais peu importe leur bord politique, leur appartenance religieuse et autres. Idem pour le Premier ministre à Dimbokro, Bouaké et bien d'autres villes du pays. Dimanche à Agboville, Adama Bictogo n'a pas trié les populations pour faire ses dons. Et en procédant de la sorte, le RHDP et ses cadres font d'une pierre deux coups. En effet, les cérémonies de remise de don sont des occasions de sensibilisation des populations. Comme on le voit, ce ne sont pas les dons du RHDP qui doivent être dénoncés. Mais plutôt le silence coupable des cadres du PDCI qu'il faut mettre en lumière. Comment un parti qui se dit grand, en cette période, se contente juste de communiqués dans la presse. Au lieu de descendre dans l'arène pour porter secours aux populations comme le fait le RHDP. Par ailleurs, le Nouveau Réveil fait fausse route en écrivant que les dons des houphouëtistes sont uniquement destinés aux militants du RHDP parce qu'ils portent le logo du parti. C'est normal que ces dons soient estampillés RHDP puisque, c'est ce parti qui le fait. Cela pourra aussi permettre aux populations de savoir qui pensent à elles.

THIERY LATT